

**ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE  
DU PROJET DE BUDGET 2012/2013  
D'HAÏTI**

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

Le montant du projet de budget pour l'exercice 2012 /2013 s'élève à 131 543 490 811 gourdes dont ,

**39 580 870 292** pour le FONCTIONNEMENT

**91 962 620 519** pour l' INVESTISSEMENT dont **2 745 542 461** de remboursement du capital des emprunts.

Ce projet a généré les remarques qui suivent .

### Absence de données sur la réalisation budgétaire

Le gouvernement n' a pas publié la loi de règlement qui est le bilan et le compte de résultat de l'entreprise état . Les données du passé ont été réalisées et publiées par la Banque centrale .

### Un environnement économique et social mondial et régional difficile

#### Un environnement mondial très dégradé

2012 est une année pleine d'incertitudes du fait de la chute de l'économie de nombreux pays amorcée en août 2011. L'aggravation de la crise de la dette européenne fait peser de lourds risques sur l'économie mondiale. A la fin juin 2012 la situation reste toujours difficile . L'économie reste toujours fragile. La Grèce s'enlise, l'Espagne s'engloutit, l'euro s'empêtre, l'économie européenne s'endort, celle de la Chine et des pays émergents s'affaiblit et les États-Unis inquiètent. La crise de 2008 n'est pas terminée et la

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

situation peut encore s'aggraver. Quatre ans de stimulants budgétaires, de taux d'intérêt peu élevés et d'une multitude de rencontres au sommet entre chefs d'État et de gouvernement n'ont pas sorti l'économie mondiale du borbier. On parle même d'une nouvelle ère d'austérité, voire d'une grande récession, comme celle des années 1930. La crise immobilière aux États-Unis ne s'est pas encore résorbée. La construction a certes repris, mais les maisons se sont dépréciées de 30 % en moyenne. Les propriétaires sont moins riches et consomment moins. Le système financier occidental reste fragile, surtout en Europe, à cause de l'effondrement immobilier dans certains pays et du bilan des banques, gangrené par des titres de dette d'États au bord du gouffre. Partout en Europe et en Amérique, les gouvernements réduisent leurs dépenses, pesant ainsi sur l'ensemble de l'économie. Le gouvernement américain et ses organismes publics ont supprimé 600 000 postes depuis 2009. La situation de l'emploi est alarmante dans des pays comme la Grèce (22 % de chômage) et l'Espagne (24 %), et elle demeure préoccupante aux États-Unis, où la faible reprise compense à peine les postes perdus dans le secteur public. L'économie américaine n'a créé que 115 000 emplois en avril, le pire résultat depuis six mois, et 40 % des chômeurs sont sans travail depuis au moins six mois. L'économie mondiale suffoque et l'équilibre est précaire. Sur les trois scénarios qui suivent, lequel s'imposera ?

Scénario gris pâle : 60 % de probabilité

Le parti de droite Nouvelle Démocratie est reporté au pouvoir en Grèce le 17 juin. Soulagés, les pays de la zone euro consentent à différer de deux à quatre ans l'échéance des cibles budgétaires imposées à la Grèce, ce qui atténuera leurs effets sur son économie. Les réjouissances sont

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

toutefois de courte durée et la croissance reste médiocre en Europe. L'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Grande-Bretagne sont déjà en récession. La France est sur le point de basculer, avec une croissance neutre au deuxième trimestre. Seule l'Allemagne s'en tire, avec une hausse chétive de 1 % de son PIB. Angela Merkel s'inquiète : 42 % des exportations de l'Allemagne sont destinées à ses partenaires de la zone euro. Pour éviter de sombrer à son tour, le pays doit lâcher du lest. Mais comment soutenir un pacte de croissance sans déplaire aux électeurs allemands, qui ne veulent plus que leur pays mette en danger son économie pour soutenir des voisins imprévoyants et moins travailleurs ? La solution de dernière heure de la chancelière : faire adopter des réformes structurelles pour libéraliser le marché du travail en Europe et rétablir la compétitivité de ses pays. En attendant, les marchés financiers ne quittent pas l'Espagne des yeux. Les taux d'intérêt des obligations espagnoles s'élèvent à 7 %, seuil qu'avaient atteint la Grèce, le Portugal et l'Irlande avant d'avoir été secourus.

Scénario gris foncé : 30 % de probabilité

Les politiques d'austérité prônées par l'Europe sont rejetées et une pluralité d'électeurs grecs élisent le parti d'extrême gauche Syriza . Les partenaires européens sont inflexibles et ne font aucune concession. La Grèce quitte donc la zone euro. Comme le prédisaient les économistes de la Banque Nationale de Grèce, la nouvelle monnaie grecque est malmenée par les marchés et sa valeur tombe à 35 % de celle de l'euro. L'économie, en recul de 14 % de 2009 à 2011, se contracte de 22 % dans l'année qui suit. Le taux de chômage atteint 34 % (il était à 22 % en mai) et l'inflation bondit jusqu'à dépasser 30 %. Le niveau de vie des Grecs

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

s'effondre : le revenu personnel par habitant chute de 55 %. Après avoir subi des pertes importantes, les banques européennes sont nerveuses. Elles prêtent moins aux consommateurs et aux entreprises, plombant ainsi des économies déjà fragiles. Surtout, elles craignent que le naufrage grec ne soit suivi de l'écroulement espagnol. À Madrid, le premier ministre, Mariano Rajoy, demande l'intervention de la Banque centrale européenne. Bankia, la quatrième banque du pays, a déjà reçu 4,5 milliards d'euros pour rester à flot. Pour éviter d'être engloutie, elle a besoin de 19 milliards supplémentaires. Cet argent, Madrid ne l'a pas ou, plutôt, en a besoin pour faire face à une tempête sans précédent. Alors, comment renflouer ses banques quand on doit soi-même emprunter à des taux usuraires ? L'état espagnol creuse sa tombe en sauvant ses banques intoxiquées par de mauvais prêts immobiliers, mais les banques meurent parce qu'elles ont aussi trop d'obligations d'un État qui a perdu la maîtrise de ses dépenses publiques. L'Allemagne n'a pas envie de se lancer dans une mission aussi périlleuse. Le rêve européen vire au cauchemar et le continent plonge dans une longue récession, où c'est chacun pour soi. Heureusement, l'Amérique tient bon et l'Asie, portée par son nouveau marché intérieur, encaisse le choc sans trop de mal.

Scénario noir : 10 % de probabilité

Les divergences sont considérables entre les partenaires. Comment remettre l'économie sur pied ? Qui doit payer la facture ? Les questions sont posées, mais les réponses se font attendre. Le monde politique est en désarroi et la révolte gronde, alors que sur la planète 75 millions de jeunes de 15 à 24 ans sont en chômage (5,5 millions en Europe seulement), selon l'Organisation internationale du

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

travail (OIT), soit 4 millions de plus qu'en 2007. Au Portugal, 36 % des jeunes n'ont pas d'emploi ; en Grèce et en Espagne, ce taux atteint 51 %. Le dernier Euro baromètre de la Commission européenne indiquait que 68 % des jeunes Espagnols étaient prêts à quitter leur pays. L'accroissement de la pression fiscale dans les pays les plus touchés favorise le travail au noir. Le taux de chômage atteint 25 % en Espagne, mais il y aurait 4 millions de travailleurs non déclarés. Les économies italienne, portugaise et grecque sont elles aussi contaminées, ce qui nuit au rétablissement des comptes publics. En Chine, qui compte pour 11 % de l'économie mondiale, la croissance de la production industrielle, des exportations, des ventes au détail et des investissements commence à ralentir. Ce coup de frein fait craindre la bulle immobilière, qui inquiète tout le monde depuis quelques mois. La Chine flanche et le marché des ressources naturelles, dont dépend tant le Canada, s'effondre. Le monde entier tombe dans une profonde et longue dépression économique.

### **Un environnement régional porteur**

La résistance aux turbulences mondiales récente a permis d'Amérique latine et les Caraïbes à croître de 4,3 pour cent en 2011. La région devrait continuer à croître mais à un niveau inférieur (3,5%), principalement en raison de la crise de la dette zone euro, la reprise plus lente que prévu aux États-Unis et le ralentissement prévu en Chine, un partenaire commercial clé et le moteur derrière la croissance solide et la diversification des marchés des dernières années. Une croissance sans précédent et la stabilité économique au cours de la dernière décennie a tiré quelques 73 millions de personnes dans la région de la pauvreté. Au cours de cette même période, l'inégalité des revenus des

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

Latino-américains a également diminué de manière significative pour la première fois. En dépit de la crise financière mondiale, la région est resté stable. De nombreux pays d'Amérique latine et les Caraïbes sont très exposés à l'économie mondiale, mais tout en conservant une faible vulnérabilité grâce à des niveaux sains de réserves de change et la flexibilité du taux de change ainsi que leur capacité à réagir aux chocs extérieurs de plans budgétaire, monétaire et macro-prudentielle. Il est essentiellement lié à la politique économique, c'est-à-dire à la remise en ordre des finances publiques dans la zone euro. De ce groupe, il faut distinguer la République Dominicaine, le partenaire frontalier, son économie affichait une forte croissance jusqu'à la crise économique mondiale de 2008. Mais, suite à ce choc une baisse des activités liées au tourisme et des transferts des migrants et une exacerbation des problèmes structurels comme la défaillance du secteur électrique ont été enregistrées. Après un rebond de 7,8% en 2010, la croissance s'est ralentie en 2011, en s'établissant à 4,5%. Toutefois, sa performance devrait progressivement s'améliorer pour deux années consécutives 2012 et 2013. Cela se fera parallèlement à une baisse du niveau des prix et à une réduction du déficit de la balance des transactions courantes. Tendances moins inquiétantes des prix des produits de base. Les perspectives d'évolution des prix mondiaux des produits pétroliers et des produits alimentaires sont moins menaçantes qu'elles ne l'ont été antérieurement à l'échelle mondiale. Une remontée des prix des produits pétroliers a été observée à partir de janvier 2012 si bien qu'en mars 2012 le pétrole s'échangeait à 124.94\$/baril, soit une récupération de près de 94% des niveaux atteints lors de la flambée des prix de l'été 2008. Cependant, des données plus récentes concernant les mois de mai et de juin attestent d'une tendance à la baisse avec

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

des cours respectifs de 106 \$/baril et de 83\$/baril.

### **Des conditions économiques et sociales nationales toujours aussi difficiles**

La situation économique n'est pas bonne comme l'indique l'indicateur de développement humain (IDH). Il s'agit d'un indice composé qui mesure la qualité de vie moyenne de la population d'un pays. Théoriquement, l'indice va de 0 à 1. Il tient compte de trois dimensions du développement humain. D'abord, la possibilité d'avoir une vie longue et en santé en se fondant sur l'espérance de vie à la naissance. Ensuite, le niveau de scolarisation, évalué à partir du taux d'analphabétisme et de la fréquentation des différents niveaux du système scolaire. Enfin, le standard de vie, calculé à partir du Produit intérieur brut per capita en tenant compte de la Parité du pouvoir d'achat (PPA). La PPA sert « à mesurer le pouvoir d'achat relatif des monnaies de différents pays pour les mêmes types de biens et de services. Étant donné que le prix des biens et des services peut varier d'un pays à l'autre, la PPA permet de comparer plus exactement le niveau de vie de différents pays. Pour estimer la PPA, on compare le prix d'articles analogues mais, comme les articles disponibles dans les différents pays et à différentes périodes ne sont pas strictement identiques, ces estimations ne sont pas toujours solides.» Pour l'ensemble de la période 1980-2010, on enregistre une moyenne annuelle de 0,4. C'est en 2010 qu'on enregistre le plus haut niveau (0,4) et c'est en 1980 qu'on enregistre le plus bas niveau (0,3). Le changement enregistré entre la première et la dernière année est de 35%. HAÏTI se trouve dans les derniers de la liste .



## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

L'économie nationale souffre de nombreux handicaps qu'il est important de décrire :

### **La prépondérance des importations dans les ressources totales**

Les ressources dépendent très largement des importations .

Si l'on prend en compte les dernières statistiques de l'institut haïtien des statistiques de 2011 , les importations représentent 60 % des ressources mises à la disposition des haïtiens .Depuis 2008 , elles sont dans une phase ascendante . De plus , la consommation( 25098) est supérieure au PIB ( 13996 ) et cela depuis une dizaine d'années .

Pour l'ensemble de la période 1992-2010, on enregistre une moyenne annuelle de 0,1. C'est en 1995 qu'on enregistre le plus haut niveau (9,9) et c'est en 1994 qu'on enregistre le plus bas niveau (-12). Après la récession de 2010 la croissance est repartie avec un taux de 5,6 % en 2011 et probablement 4,5 % en 2012 .Cependant, cet indicateur peut s'avérer trompeur en cas de croissance démographique et non d'une amélioration de l'économie. Durant la même période la population a augmenté de de 54 % soit 3 % par année , ce qui est largement supérieur au taux réel de croissance du PIB . La démographie est donc la clé du développement haïtien. Plusieurs facteurs sont à la base de la faible performance de la croissance économique. D'abord, les troubles politiques qui par ses effets négatifs sur la bonne marche des affaires fait augmenter les incertitudes des opérateurs économiques. Egalement, cette situation est la conséquence du faible niveau d'investissement pendant de longues années .L'investissement aujourd'hui 34 % du PIB. Cependant , le PIB n'est pas suffisamment élastique à la variation de l'investissement. Par exemple, l'accroissement de l'investissement global pour la période 1995 à 2005 de 16.78 % en moyenne annuelle ne s'est accompagné que d'une croissance du PIB réel à peine supérieure à 1 % soit 1.1 %. Parallèlement, nous observons en effet que les investissements directs étrangers n'ont pas cessé de

diminuer.

### **UNE CROISSANCE SURTOUT TIRÉE PAR LA CONSOMMATION**

La croissance est surtout tirée par la consommation satisfaite en grande partie par les importations. La consommation représente 72 % de la demande totale et croit régulièrement depuis une dizaine d'années. Cependant, elle est entravée par un faible pouvoir d'achat des consommateurs qui a tendance à se dégrader. La dernière augmentation du salaire minimum en 2009, (qui est passé de 70 à 150 ou 200 gourdes par jour) a évité une baisse trop importante du pouvoir d'achat des ménages. Ce dernier continue sa dégringolade avec une vive hausse des prix et une stagnation des salaires nominaux. Chiffré à 194.3 en mai 2012 contre 193.4 le mois précédent, l'Indice des Prix à la Consommation (100 en Août 2004) affiche un taux de croissance mensuel de 0.5 % et un glissement annuel de 5.2 %. Il convient également de souligner que, comparée à la même période de l'année dernière, l'inflation moyenne d'octobre 2011 à mai 2012 se chiffre à 7.4 %. Les fonctions qui ont le plus contribué à la hausse mensuelle sont : "Alimentation, Boissons et Tabac" (0.3 %), "Habillement, Tissus et Chaussures" (0.8 %), "Loyer du Logement, Energie et Eau" (0.4 %), "Aménagement, Equipement et Entretien du Logement" (1.0 %), "Santé" (0.4 %) et "Transport" (0.7 %). Le salaire minimum de son côté n' a pas bougé malgré les dispositions du code du travail. Enfin, près de 60 % de la main d'oeuvre est au chômage ou vit dans l'informel et souvent dans la précarité. Selon les estimations de la Banque mondiale, 47% de la population totale serait en dessous du seuil d'extrême pauvreté (soit 1 dollar par jour par personne en PPA) et jusqu'à 68% de la population vivrait en dessous du seuil de pauvreté (moins de 2 dollars par jour).

Les investissements et les exportations exercent une action nettement moins importante malgré les augmentations observées. Les investissements ( 5087 en 2011 ) et les exportations ( 4712 en 2011) ont peu participé à la croissance au cours des dernières années.

### Des déséquilibres macro économiques persistants

**Sur le marché du travail :** Selon les projections de l'Institut Haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) , la population haïtienne atteindrait, en 2011, 10 millions de personnes, regroupées dans environ 2 millions de ménages. La population en âge de travailler (15 - 64 ans) constituerait 64% du total. Trente-cinq pour cent de la population active serait au chômage (cette proportion serait encore plus faible dans le cas de la population urbaine, où les pourcentages seraient de 59% occupés dans le cas des hommes et 57% pour les femmes). Cela veut dire qu'il y aurait 2,9 millions de personnes occupées dans l'ensemble du pays, ce qui est très peu significatif quand on considère que même dans la population occupée il y a un grand nombre de pauvres (les « working poors »). Cette situation est surtout liée au sous-emploi : des revenus horaires insuffisants, plus de 80% d'auto emploi ou d'emploi informel, et des conditions de travail inadéquates. Presque 40% de la population totale travailleraient dans l'agriculture, plus de 25% dans des activités commerciales (avec une forte participation des femmes), plus de 15% dans les services, environ 11% dans la production industrielle, 7% travailleraient comme artisans indépendants et l'administration publique, de son côté, employait 2% du total. Dans les milieux ruraux, environ 72% des occupés travailleraient dans l'agriculture et 17% dans le commerce. Les producteurs agricoles travailleraient souvent sur des exploitations agricoles de moins de 2 hectares . Ce secteur de la production est caractérisé par l'absence de technologies modernes, d'infrastructures de base et d'assistance technique. L'érosion des terres est un des principaux problèmes, dans un pays où il ne reste que 2% des superficies qui sont vertes. Dans les milieux urbains, jusqu'à 40% de la population occupée travailleraient dans le secteur du commerce, 25% dans les services, 19% dans l'industrie et 5% dans l'administration publique. Presque 50% des commerçants vendent leurs produits au marché, pendant que le reste le fait soit dans la rue soit à la maison (20% respectivement). Cela confirme que le secteur informel, composé d'auto-employés et d'entrepreneurs de la micro et petite entreprise (moins de 20 travailleurs) occuperait, au niveau national 1.9 millions de personnes.

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

**Taux de chômage : 27 % (officiel, mais deux tiers des Haïtiens touchés par le chômage ou le sous-emploi)**

### En matière de balance commerciale et de paiement

La balance commerciale est déficitaire au cours des dix dernières années (20 881 d'importations en 2011 contre 4712 d'exportations , soit 115 % du PIB) . Cette situation est très grave .

La balance des paiements est un élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde. Par construction, la balance des paiements est toujours équilibrée, aux erreurs et omissions près, car les opérations sont enregistrées selon le principe de la comptabilité en partie double. En effet, aucun échange ne peut avoir lieu sans avoir été financé. Par contre, les soldes intermédiaires (des sous-balances) peuvent être excédentaires ou déficitaires. Ainsi, on dit couramment, par abus de langage, que la balance des paiements est en déficit (ou en excédent) lorsqu'on veut dire en réalité que la balance des transactions courantes (ou parfois la balance commerciale) est déficitaire (importations plus importantes) ou excédentaire (exportations plus importantes). Les effets du séisme se sont traduits par un accroissement du déficit de la balance commerciale, des niveaux record des transferts courants et des recettes élevées et inhabituelles dans le compte de capital grâce à l'annulation de la dette. En 2010 le compte courant a accusé un déficit de 155 millions de dollars (2,3 % du PIB et inférieur aux 3,5 % enregistrés en 2009) en raison des transferts courants par les migrants (1.474 millions de dollars) et les dons (1.790 millions de dollars). Pour sa part, la balance commerciale a empiré considérablement (1,4 milliards de dollars, soit 3 % du PIB) quand les exportations (802 millions de dollars) ont chuté de 14 % tandis que les importations (4.076 millions de dollars) ont augmenté de 45 %. Ces tendances pourraient bien s'accroître en 2012 et les années suivantes parce que la reconstruction exigera l'importation massive

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

de produits intermédiaires. Des estimations préliminaires (au mois de mars 2011) des importations par Haïti des produits de ses deux partenaires principaux (États-Unis et République Dominicaine) semblent confirmer cette hypothèse. Au premier semestre elles ont marqué un accroissement de 20 % par rapport à la moyenne des deux années qui ont précédé la catastrophe de 2010. Les investissements étrangers directs en 2010 furent de 150 millions de dollars et comprenaient la privatisation de la téléphonie —60 % du capital de l'entreprise parapublique Téléco a été acheté par la société Viettel Group pour 59 millions de dollars— et un investissement de 57 millions de dollars dans le secteur de la cogénération d'électricité par la société E-power, un conglomérat financier de capital national et international. Les réserves internationales nettes s'élevaient à 829 millions de dollars (soit 12,5 % du PIB et 3,5 mois d'importations) à la fin de l'exercice fiscal 2010 grâce aux ressources extérieures et aux achats nets de devises par la BRH pour un montant de 120 millions de dollars pendant cette période. Cette tendance a continué pendant le premier semestre de l'année fiscale 2011 et a signifié 57 millions de dollars de plus pour faire monter les réserves internationales à 856 millions de dollars.

### Dans le domaine des finances publiques

Le gouvernement ne présente jamais au parlement pour approbation la loi de règlement qui est le bilan et le compte de résultat de l'entreprise état . Cependant à partir des données fournies par la BRH on peut évaluer l'évolution des dépenses publiques et notamment savoir avec une bonne précision le taux de réalisation budgétaire ce qui donne une idée de la faisabilité du budget. Ainsi , si le taux de réalisation des dépenses et des recettes internes de fonctionnement est satisfaisant , il n'en est pas de même des dépenses et recettes d'investissement . Pour l'année fiscale 2010/2011 le taux de réalisation des dépenses d'investissement est de 10 % ce qui explique son peu d'impact sur la croissance et sur l'emploi. Il ne suffit pas d'annoncer des dépenses il faut surtout les réaliser . Sur 70 milliards de dépenses seulement 68 millions de réalisés .

Déficit budgétaire (2011/12) : 1,8MdsUS\$ (21% du PIB contre 32%

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

en 2000) – le stock de dette fin 2011 s'élève à 657MUS\$ et est détenu à 15% par les bailleurs multilatéraux et 70% par le Venezuela (PetroCaribe).

### Un projet de budget inquiétant

Le projet de budget pour l'année 2012/2013 est caractérisé par les données qui suivent :

**Un solde primaire positif** .Le solde primaire des opérations de l'État présente la différence entre les recettes et les dépenses publiques de fonctionnement indépendamment des paiements d'intérêt sur la dette publique. Ce concept budgétaire a symétriquement une dimension économique : un excédent primaire correspond à un prélèvement net sur les revenus disponibles de l'ensemble des ménages, en faveur des détenteurs des titres de la dette publique, tandis qu'un déficit net correspond à une injection de revenus supplémentaires pour l'ensemble des ménages, financés par un endettement supplémentaire net auprès des prêteurs. Ainsi, un excédent budgétaire primaire = une diminution nette des revenus des ménages sert nécessairement à couvrir le coût des opérations purement financières de l'État, alors qu'un déficit budgétaire primaire = une hausse des revenus des ménages est couverte par une augmentation de l'endettement de l'État. Le solde primaire dépend de l'évolution des recettes (impôts et prélèvements) et des dépenses décidées par les pouvoirs publics. Le montant des intérêts dépend pour sa part des taux d'intérêt sur la dette passée et du montant de celle-ci. Le taux d'endettement augmente lorsque la somme du déficit primaire et des intérêts versés est supérieure au montant de la croissance du PIB. Tant que le taux d'intérêt moyen sur la dette publique (calculé en rapportant les intérêts versés au montant de la dette) est inférieur au taux de croissance en valeur (croissance en volume + augmentation des prix) un déficit primaire reste compatible avec le maintien du niveau d'endettement public. Inversement, si le taux d'intérêt est supérieur à la croissance, il faut un excédent primaire pour maintenir au même niveau le taux d'endettement

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

public. Le solde primaire est une variable cruciale pour mesurer la "soutenabilité" de la dette publique, car il est l'un des facteurs qui commandent l'évolution à la hausse ou à la baisse du ratio dette/PIB. La dette d'un État se mesure en termes de rapport au PIB (la richesse produite durant une année sur le territoire national ou encore les revenus bruts générés sur le territoire), car c'est à partir du PIB que l'État peut dégager ses recettes par prélèvement. Ce budget a un excédent primaire. En effet, les recettes fiscales, évaluées à **52 002 000 001**, permettent de financer :

**39 580 870 292** de production de service public

Et laisse un excédent brut de **12 421 129 709**.

Cet excédent permet de financer les frais financiers qui s'élèvent à **1 217 269 381**;

Ce qui donne un autofinancement net de **11 203 860 328** qui sera affecté au financement des investissements .

### **Mais un programme d'investissement colossal difficilement réalisable**

L'investissement, public ou privé, joue un rôle décisif dans le développement de nos sociétés. Son rôle est économique, social et dans le développement de l'emploi et de la productivité . Beaucoup sont persuadés que le moteur de la croissance est la consommation. Mais ce n'est pas le cas : la consommation est une conséquence de la croissance. Les trois moteurs de la croissance sont les exportations, la politique budgétaire et l'investissement privé. Dans un monde mouvant, l'état doit jouer un rôle proactif et donc intervenir dans la réalisation et l'orientation de l'investissement. La situation des finances publiques exige

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

toutefois une stricte sélection des investissements publics.ils se justifient s'ils présentent des externalités positives ou s'ils préparent l'avenir avec des projets que le secteur privé ne peut mener. L'investissement public doit servir un projet de société (éducation, recherche,infrastructures...).

Les investissements publics sont constitués d'une part des dépenses publiques dites de « consommation collective», investissements considérés comme « non productifs » et en tout cas comme relevant d'une production « non marchande » (réseau routier, justice, police, éclairage public, enseignement public et recherche, défense nationale, etc.), et d'autre part par la subvention d'une partie de l'accumulation du capital technique des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées.

La comptabilité nationale mesure l'investissement par la FBCF – Formation Brute de Capital Fixe, qui comprend aussi bien l'accumulation de capital productif par les entreprises que les acquisitions de logements par les ménages et les acquisitions d'équipement collectif par l'état. La FCBF est une grandeur clé de l'économie d'un pays. Plus elle représente une part importante du PIB (Produit Intérieur Brut), plus le rythme de la croissance économique du pays concerné est élevé. Ainsi la Chine a-t-elle atteint 10 % de croissance annuelle moyenne entre 1985 et 2007 cependant que la part de l'investissement brut global dans son PIB a été pendant cette période de l'ordre de 35 %, un chiffre très élevé en comparaison de tous les autres pays du monde.

Le financement de l'investissement se fait par plusieurs moyens :

L'impôt tout d'abord . Les réponses concernant la finalité de



## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

l'impôt varient selon la conception de l'État retenue. Presque tous les théoriciens admettent que l'impôt a pour fonction de permettre à l'État d'assurer l'ordre public, la défense nationale (GÉLÉDAN, A. 1991). Cette fonction est justifiée par le fait que nul n'a intérêt individuellement à dépenser pour défendre l'ensemble du pays bien que chacun ait besoin de sécurité. De même éclairer les rues, assurer l'entretien des voies navigables et des routes ... n'a de sens que d'un point de vue collectif à moins de réaliser un péage non seulement sur autoroutes mais encore en tous lieux. L'impôt permet donc d'assurer les dépenses publiques concernant les biens collectifs nécessaires à tous. Les oppositions commencent lorsque l'on décompose les dépenses publiques souhaitables. On se pose alors la question de savoir s'il faut inclure les dépenses d'éducation et l'aide sociale (allocation familiale, indemnité chômage ...) dans les dépenses financées par les impôts, et si oui à quel niveau ? La fiscalité doit-elle être utilisée pour orienter l'activité économique ? Pour quels objectifs et dans quelles limites ? Dans la mouvance keynésienne, nombre d'économistes voient dans la fiscalité un instrument d'intervention économique . Ainsi, aux objectifs sociaux de la fiscalité, se conjuguaient les perspectives d'action économique qui justifierait un niveau de fiscalité relativement élevé. Cette analyse s'oppose à l'approche néoclassique pour laquelle le meilleur impôt est toujours le plus faible, une forte fiscalité entraînant du point de vue économique des effets pervers importants : désintéressement pour le travail sous-rémunéré par suite de la pression fiscale, réduction de l'épargne. Certains marxistes analysent la fiscalité en termes de régulation. Ils distinguent alors trois fonctions principales : éviter les tensions sociales excessives en prenant en charge les dégâts de la croissance et des crises (les aides au logement

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

atténuent les effets de l'urbanisation) ; l'impôt est une façon de socialiser certaines dépenses qui ne sont pas à la charge de l'économie privé et contribue à restaurer les taux de profit ; l'impôt permet aussi de transférer vers l'investissement ou vers les dépenses indispensables au bon fonctionnement du système économique des sommes considérables qui, autrement, seraient restées dans la sphère de l'économie privé rendant impossible certains développements de l'appareil productif (construction des routes...).

Les autres sources de financement de l'État sont internes et externes. Les sources de financement intérieur sont liées au territoire économique alors que les sources extérieures font intervenir les autres États et Organismes. Parmi les sources de financement intérieur, on distingue le financement bancaire et le financement non bancaire. Par financement bancaire, on entend la création monétaire auprès de la banque centrale, cette technique est à l'origine de l'inflation. En effet, l'émission de la monnaie pour financer le déficit entraîne un excès d'offre de monnaie par la banque centrale, et donc une augmentation de la quantité de monnaie disponible dans l'économie. Cependant, le niveau de richesse ne change pas. Toute chose égale par ailleurs, les prix grimpent à leur tour jusqu'à absorption totale du surplus de monnaie ainsi injecté dans l'économie. Le financement non bancaire concerne l'emprunt réalisé par l'État sur le territoire économique. En effet, pour résorber le déficit, l'État peut recourir au crédit intérieur, cette seconde technique a pour effet d'évincer le secteur privé du fait d'une demande forte du crédit intérieur par l'État.

Les financements extérieurs de l'État sont constitués par les dons et les emprunts auprès des autres États et Organismes

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

Internationaux. Ce financement, malgré le fait qu'il permet de résoudre le problème du déficit, a un impact sur la balance des paiements et en outre hypothèque le bien-être des générations futures.

Le financement du budget d'investissement de **91 962 620 519** dont **2 745 542 461** de remboursement du capital de la dette , se fait de la manière suivante :

Par des ressources internes pour un montant de 26 092 322 369 dont 11 203 860 328 d' autofinancement net.

Et des ressources externes pour un montant de 65 870 298 150 dont 45 582 163 692 de subventions et dons externes et 20 288 134 458 d'emprunt.

Le plan de financement des investissements est en principe le suivant :

11 203 860 328 d'autofinancement ( 12%);  
45 582 163 692 de dons et subventions( 50 % ) ;  
14 888 462 041 de financement interne (emprunt ou création monétaire) ( 16 % ) ;  
20 288 134 458 d'emprunt externe( 22°) ;

### Un impact économique qui sera probablement éloigné des prévisions

Quel sera la capacité de ce budget notamment de son programme d'investissement à atteindre le taux de croissance escompté et la création d'emplois ? L'un des grands principes macro- économiques est que la politique budgétaire peut servir à stimuler la demande globale et à

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

relancer une économie stagnante. Certes , le montant du programme d'investissement est considérable, 31% du PIB . Mais sa faisabilité est très problématique .Dans le passé ces montants n'ont jamais été atteints. Il serait douteux qu' il en soit différemment en 2013. Trouver 20 milliards de prêts soit 405 millions d'euros dans la conjoncture actuelle est quasiment impossible. Mais le montant total du budget reste modeste comme le montre,quelques comparaisons : les budgets pour l'année 2011 étaient de (en milliards de \$) de 9.496 pour la République Dominicaine, 4.744 pour la Jamaïque, 1.7 pour Les Bahamas et 1.658 pour Haïti. Ainsi un pays comme Les Bahamas avait en 2011 une enveloppe budgétaire légèrement supérieure à celui d' Haïti alors que sa population (de 353.658 d'habitants) ne représente même pas 0.5 % de sa population (10.085.214). Par ailleurs , les effets de la politique budgétaire sont difficiles à anticiper, parce que chaque décision peut avoir à la fois des effets positifs et des effets négatifs, éventuellement à des échelles de temps différentes, parce que la psychologie et la confiance jouent un grand rôle et parce que le contexte international peut avoir une influence importante. Tout dépend de la structure économique du pays :

- Si l'État verse davantage d'argent aux ménages (aide sociale), ou leur en prélève moins (baisse des impôts), les ménages vont augmenter leur consommation et la demande adressée aux entreprises . Empiriquement, une hausse de revenus a d'autant plus d'effets que les ménages concernés sont modestes, car ils auront tendance à faiblement épargner tout nouveau revenu (on parle de forte propension à consommer). Mais s'il suffisait de "distribuer du pouvoir d'achat" pour accélérer la croissance, la politique budgétaire serait fort simple. En effet , de nombreux effets négatifs peuvent contrecarrer, voire inverser, une telle politique: un

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

comportement partiellement ou totalement ricardien des ménages qui au lieu de consommer épargnent; si la consommation se porte sur des biens importés (parce que les capacités de production internes ne correspondent pas à la nouvelle demande), alors la relance est exportée: elle produit ses effets à l'étranger et non dans le pays; une diminution du travail des ménages, si le revenu octroyé rend le travail financièrement inintéressant (les revenus de solidarité sont trop élevés par rapport aux revenus d'activité normaux). Les ménages augmentent leur salaire de réserve ou réduisent leur offre de travail, la main d'œuvre se raréfie, les coûts de production et par suite les prix augmentent ; pour financer cette politique, le gouvernement devra par exemple accroître sa pression fiscale sur d'autres ménages ou sur les entreprises.

• Si l'État diminue ses prélèvements sur les entreprises (baisse d'impôts, versements d'aides et de subventions), la compétitivité nationale s'améliorera et les entreprises pourront produire à moindre coûts ; elles baisseront alors leurs prix, augmentant indirectement le pouvoir d'achat, et par suite les quantités vendues, ce qui demandera un accroissement de capacité de production, donc des investissements et des offres d'emplois susceptible de réduire le chômage. Une augmentation du profit des entreprises leur permettra d'investir et provoquera une augmentation du PIB. Ce scénario peut ne pas se réaliser, par exemple si les entreprises n'investissent pas leurs éventuels bénéfices supplémentaires, et se contentent de les distribuer à leurs propriétaires ; ceux-ci, a priori aisés, n'augmenteraient que peu leur demande ; pire encore, dans le contexte d'une économie ouverte, les propriétaires peuvent être des étrangers, la politique d'offre produisant alors sa relance à l'étranger. Afin que les entreprises investissent, il est nécessaire que les conditions

## **OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

réglementaires soient favorables à l'activité.

- Si l'État s'endette pour financer sa relance (aussi bien pour une politique d'offre que pour une politique de demande), il lui faut offrir des conditions plus avantageuses que les autres emprunteurs potentiels, ménages et entreprises. Ceux-ci pourront alors moins facilement emprunter, les taux d'intérêt augmenteront, les crédits à la consommation comme l'investissement baisseront, le tout contrecarrant la relance.

Les caractéristiques de l'économie nationale avec notamment une offre qui continue de se dégrader et qui est incapable de répondre aux besoins de consommation fond peser un réel risque de blocage .

**COMITÉ DE PUBLICATION DE L'OBSERVATOIRE  
GUADELOUPE LE 10 AOÛT 2012**

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

L'observatoire économique caraïbe est une structure créée par LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE qui est un parti politique qui milite pour la souveraineté de la Guadeloupe et la construction d'une région Amérique latine et caraïbe forte, solidaire et appliquant les principes des droits de la personne humaine et LE QUOTIDIEN EN LIGNE LA NATION .